Schwörtage sans Schwörbriefe ?

Le serment collectif à Colmar (XIII^e siècle - époque moderne)

Oath days without oath taking writs? Popular oath in Colmar between the 13th century and modern times

Schwörtage ohne Schwörbriefe? Der kollektive Schwur zu Colmar (XIII. Jh.-Beginn der époque moderne)

Laurence Buchholzer-Remy

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1986>

DOI : 10.4000/alsace.1986

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2014

Pagination : 9-40

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Laurence Buchholzer-Remy, « Schwörtage sans Schwörbriefe ? », *Revue d'Alsace* [En ligne], 140 | 2014, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1986> ; DOI : 10.4000/alsace.1986

Schwörtage sans Schwörbriefe ?

Le serment collectif à Colmar

(XIII^e siècle - époque moderne)

Le recours au serment est attesté de façon croissante dans le monde occidental dès les IX^e-X^e siècles. L'acte juratoire intervient dans le rituel féodo-vassalique comme dans les institutions de paix¹. Il structure aussi des rapports d'autorité, de souveraineté/soumission, entre un puissant et ses sujets. De tels serments d'allégeance (*Huldigungseid*) existent dans les villes médiévales, entre seigneur(s) et dépendants. Cependant, dans ce même cadre urbain, depuis la fin du XVIII^e siècle, l'historiographie a surtout mis en exergue une émancipation fondée sur un serment entre égaux, le serment de « commune »² vu comme un élément fondateur de l'assemblage politique et social urbain. La « commune urbaine compterait parmi les apports les plus importants du Moyen Âge à l'histoire sociale

1. Soit les paix de Dieu, puis les paix des princes et paix territoriales. On peut y ajouter pour une période plus tardive et dans le cadre des espaces germaniques le serment d'*Urfehde*, dérivé du serment de paix, puisqu'il consiste en une renonciation à la vengeance et en une promesse de paix. Sur le serment en général, voir en particulier, PRODI (Paolo), *Das Sakrament der Herrschaft. Der politische Eid in der Verfassungsgeschichte des Okzidents*, Berlin, 1997 (Schriften des italienisch-deutschen Historischen Instituts in Trient, Bd. 11) ; R. VERDIER (éd.), *Le Serment*, vol. 1 : *Signes et fonctions*, vol. 2 : *Théories et devenir*, Paris, éditions du CNRS, 1991 ; OEXLE (Otto-Gerhard), « Friede durch Verschwörung », dans FRIED (Johannes) (Hg.), *Träger und Instrumentarien des Friedens im hohen und späten Mittelalter*, Sigmaringen, Jan Thorbecke Verlag, 1996, p. 118-149 ; OFFENSTADT (Nicolas), *Faire la paix au Moyen Âge*, Paris, Odile Jacob, 2007, chapitre 11 : « Le serment », p. 256-285 ; *Serment, promesse et engagement : rituels et modalités au Moyen Âge*, F. LAURENT (éd.), Montpellier, Presses universitaires Méditerranée, 2008.

2. Voir pour la France, THIERRY (Augustin), *Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du Tiers État*, Paris, Furne, 1853. PETIT-DUTAILLIS (Charles), *Les communes françaises*, Paris, Albin Michel, 1947.

de l'Europe. C'est en effet dans la commune que le type social du citoyen libre a vu le jour »³.

L'importance quantitative du mouvement communal a, depuis, été relativisée. Les communes furent rares, et étaient révocables ; elles virent le jour à la campagne comme à la ville⁴. La conjuration violente contre les pouvoirs établis ne fut qu'un épiphénomène, rarement « révolutionnaire ». Peut-être ne s'agirait-il même que d'un mythe, entretenu par l'historiographie romantique depuis le XIX^e siècle...⁵

À l'horizon du bas Moyen Âge, le serment collectif, qui accapare tant les historiens des XII^e-XIII^e siècles, ne fait plus florès. En effet, on considère généralement qu'à l'époque, le temps des communes et de leur serment est révolu. Il se serait effacé au même titre que les assemblées générales⁶, pour ne plus intervenir ça et là qu'en cas de guerre, de troubles civils, d'innovations fiscales, bref pour satisfaire le besoin de légitimité d'autorités urbaines en danger. Au temps du serment communal succéderait celui de

3. PINOL (Jean-Luc) (dir.), *Histoire de l'Europe urbaine*, tome 1 par Patrick BOUCHERON et Denis MENJOT, 2003, p. 497. Voir aussi Philippe Dollinger qui distingue de la sorte communauté rurale et communauté urbaine : « En tant que conjuration révolutionnaire qui intervient depuis la fin du XI^e siècle pour défendre d'anciennes libertés des marchands et conquérir de nouveaux privilèges en faveur de la bourgeoisie, la communauté urbaine est une institution nouvelle et originale ». Voir DOLLINGER (Philippe), « Villes allemandes au Moyen Âge. Les groupements sociaux », dans *idem*, *Pages d'Histoire. France et Allemagne médiévales*, Alsace, Paris, Ophrys, 1977, p. 44.

4. Voir FOSSIER (Robert), « Franchises rurales, franchises urbaines dans le nord de la France, dans *Villes, bonnes villes, cités et capitales. Mélanges offerts à Bernard Chevalier*, Tours, 1989, p. 179-192 ; *idem*, « Les communes rurales au Moyen Âge », *Journal des Savants*, juillet-décembre 1992, p. 235-276 ; Jean-Luc FRAY, « Ni communes, ni consulat. Les villes de la France centrale dans les derniers siècles du Moyen Âge. Analyse historique et réflexions historiographiques », communication publiée en ligne dans sa version du 11/08/2009 : <http://www.historiaurbium.org/english/Conference%202009/Fray.pdf> [vérifié le 25/10/2013].

5. Voir LE GOFF (Jacques), *L'Europe est-elle née au Moyen Âge? Essai*, Paris, 2003, p. 144 : « L'époque de l'égalité des citoyens liés par un serment entre égaux, ce que devait être précisément le serment de commune, à supposer qu'il ait existé, n'eut qu'un temps. Des inégalités plus ou moins grandes marquèrent rapidement la société urbaine plus ou moins autonome ». Voir le pendant allemand de cette réflexion chez Gerhard DILCHER, « Bürgerrecht und Bürgereid als städtische Verfassungsstruktur », dans Rainer SCHWINGES (Hg.), *Neubürger im späten Mittelalter : Migration und Austausch in der Städtelandschaft des alten Reiches (1250-1550)*, Berlin, Duncker & Humblot, 2002 (*Zeitschrift für historische Forschung*, Beiheft 30), p. 83-97. On trouvera dans cet article un aperçu des débats historiographiques allemands sur la question, de même que des références bibliographiques complémentaires dont l'incontournable Wilhelm EBEL, *Der Bürgereid als Geltungsgrund und Gestaltungsprinzip des deutschen mittelalterlichen Stadtrechts*, Weimar, 1958.

6. Parmi les derniers travaux qui évoquent les assemblées générales urbaines dans un cadre monographique, voir GARNIER (Florent), *Un consulat et ses finances*, Millau, 1187-1461, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2006 ; LEROY (Nicolas), *Une ville et son droit : Avignon du début du XII^e siècle à 1251*, Paris, de Boccard, 2008 ; BRIAND (Julien), *L'information à Reims aux XIV^e et XV^e siècles*, thèse Université Paris 1, 2012, p. 685 et s.

l'autorité quasi souveraine des Conseils urbains sur le reste de la bourgeoisie (*Obrigkeit*), ou encore celui de l'autorité princière et royale.

Du serment collectif des bourgeois ne subsisteraient plus que quelques vestiges dans des villes conservatoires, où le serment originel de commune se serait en quelque sorte fossilisé. Seule l'Allemagne du sud et l'espace helvétique offriraient en somme un certain *continuum* entre le serment initial fondateur de l'*universitas* et le tournant vers l'État des temps modernes. Preuves en seraient des textes inscrits sous forme de charte (chartes de serment, *Schwörbriefe*) utilisés lors de cérémonies annuelles pour une prestation jurée des bourgeois (jours du serment, *Schwörtage*). Strasbourg, Ulm, Lucerne ou encore Schwäbisch Hall passent pour des exemples typiques de ces villes pratiquant les jours du serment⁷. Au-delà de ces quelques cas, le cercle est volontiers élargi à une vaste région « Haute-Allemagne », sans qu'il n'y ait eu jusqu'à présent de recherche systématique sur les pratiques du serment collectif dans cet espace.

Enquêtant sur la communication politique et les cérémonies de renouvellement annuel des conseils urbains, Dietrich W. Poeck⁸ a confirmé l'existence de rituels collectifs du serment civique dans l'espace alsacien des XV^e-XVI^e siècles. Il propose ainsi quelques pages sur Sélestat et Colmar, principalement fondées sur la lecture des *Elsässischer Stadtrechte* édités pour ces deux villes⁹.

7. RAINER (Jooss), « Schwören und Schwörtage in süddeutschen Reichsstädten », dans MAUÉ (Hermann) (Hg.), *Visualisierung städtischer Ordnung. Zeichen-Abzeichen-Hoheitszeichen*, Nürnberg, 1993 (Anzeiger des Germanischen Nationalmuseums und Berichte aus dem Forschungsinstitut für Realienkunde 1993), p. 153-168 ; SPECKER (Hans Eugen) (Hg.), *Die Ulmer Bürgerschaft auf dem Weg zur Demokratie*, Ulm, 1997, (Forschungen zur Geschichte der Stadt Ulm; Reihe Dokumentation, Bd. 10), p. 119-248 ; PETERSHAGEN (Wolf-Henning), *Swchwörpflicht und Volksvergnügen*, Ulm, 1999, (Forschungen zur Geschichte der Stadt Ulm, Bd. 29) ; RAUSCHERT (Jeannette), *Herrschaft und Schrift. Strategien der Inszenierung und Funktionalisierung von Texten in Luzern und Bern am Ende des Mittelalters*, Berlin/New York, 2006 (Scriinium Friburgense, 19). Cologne fait figure d'exception septentrionale avec ses *Verbundbriefe*. Voir les catalogues d'expositions (Cologne 1996), *Köln in guter Verfassung?, 1396-1996. 600 Jahre Kölner Verbundbrief*, édité par Werner SCHÄFKE, Cologne, 1996 ; *Stadtrat. Stadtrecht. Bürgerfreiheit. Ausstellung aus Anlass des 600. Jahrestages des Verbundbriefes vom 14. September 1396*, édité par Klaus MILITZER, Cologne, 1996 ; KANOWSKI (Bernd), *Bürgerkämpfe und Friedebriefe. Rechtliche Streitbeilegung in spätmittelalterlichen Städten*, Köln/Weimar/Wien, 2001 (Forschungen zur deutschen Rechtsgeschichte, Bd. 19).

8. POECK (Dietrich W.), *Rituale der Ratswahl. Zeichen und Zeremoniell der Ratssetzung in Europa (12.-18. Jahrhundert)*, Cologne/Weimar, Vienne, 2003 (Städteforschung, Reihe A, Darstellungen; 60). Sur le même thème, voir PÉNEAU (Corinne) (dir.), *Élections et pouvoirs politiques au Moyen Âge et à l'époque moderne (VII^e-XVIII^e siècle)*, Bordeaux, éditions Bière, 2008.

9. GÉNY (Josef), *Schlettstadter Stadtrechte*, 2 vol., Heidelberg, 1902-1909 ; FINSTERWALDER (Paul Wilhelm), *Colmarer Stadtrechte*, Heildeberg, 1938 (Elsässische Stadtrechte).

Une exposition organisée aux Archives de la ville et de la communauté urbaine de Strasbourg (AVCUS) en 2008 autour des chartes de serment de Strasbourg a été l'occasion de relancer la réflexion¹⁰. Strasbourg s'affirme comme une ville aux chartes de serment précoces (à partir de 1334), nombreuses et d'une grande prestance. Ces beaux documents strasbourgeois furent-ils la manifestation isolée de l'orgueil constitutionnel d'une ville libre, ou un phénomène plus étendu, dupliqué quasiment à l'identique en plusieurs points du tissu urbain alsacien ?

En s'attachant au cas colmarien, le présent article entend initier une mise en perspective régionale, qu'il faudra assurément poursuivre à l'appui des archives d'autres villes¹¹. Il s'agit par la même occasion de mettre à l'épreuve l'idée d'un *continuum* entre communes et chartes de serment. Quelles furent à Colmar les attestations du serment collectif jusqu'aux jours du serment de l'époque moderne mis en lumière par Dietrich W. Poeck ?

À la lumière de l'exemple strasbourgeois¹², on sait que les *Schwörtage* supposent un assemblage complexe. Ils mettent en œuvre des textes de référence, dotés parfois d'une forte dimension solennelle. Ces documents devaient faire date ; ils avaient peut-être aussi vocation à être montrés devant le parterre des citoyens. Par leur contenu, la plupart des textes jurés étaient de nature constitutionnelle : ils déterminaient le nombre de sièges au Conseil, les procédures d'élection... Mais ils pouvaient être complétés par des dispositions législatives, notamment les statuts qui régulaient le droit de bourgeoisie. Ces *Schwörbriefe* étaient intégrés à un rituel annuel, pourvu d'un lieu, d'un calendrier, et d'un déroulement codifié. Lequel faisait généralement suite aux procédures d'élection du Conseil.

Un lieu, une date, des chartes constitutionnelles... Ce sont autant d'éléments susceptibles de composer le *Schwörtag*. Voyons quelles en furent les combinaisons colmariennes.

10. Voir Archives de la ville et de la communauté urbaine de Strasbourg, *Des bourgeois aux citoyens : les lettres de serment de la ville de Strasbourg*, Strasbourg, 2008 ; TOCK (Benoît-Michel), RICHARD (Olivier), « Des chartes ornées urbaines : les *Schwörbriefe* de Strasbourg (XIV^e-XV^e siècles) », *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 169/1, 2011. RICHARD (Olivier), article « Charte de serment - *Schwörbrief* », dans *Dictionnaire historique des institutions de l'Alsace, du Moyen Âge à 1815*, Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, Lettre C n° 3, Strasbourg, 2011, p. 329-330.

11. Outre Sélestat et Colmar, des jours du serment sont documentés au moins à Haguenau, à Obernai et Mulhouse. Voir VOGLER (Bernard) (dir.), *La Décapole*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2009, en particulier les contributions de Jean-Paul GRASSER sur Haguenau, p. 543-68, ici p. 48-49 et de Christine MULLER sur Obernai, p. 145-176, ici p. 154. Les livres de Statuts et livres du Conseil de Ribeauvillé montrent en outre que le jour du serment était également pratiqué aux XV^e et XVI^e siècles dans cette ville seigneuriale. AM Ribeauvillé, FF5.

12. Voir Archives de la ville et de la communauté urbaine de Strasbourg, *Des bourgeois aux citoyens : les lettres de serment de la ville de Strasbourg*, op. cit.

En amont des jours du serment : *universitas* et pratiques juratoires aux XII^e-XIII^e siècles

De la communitas à l'universitas

Colmar est de ces localités où l'unification des habitants en une même communauté n'était pas acquise *a priori*¹³. L'autorité seigneuriale sur les hommes y était en effet partagée entre plusieurs potentats aux X^e-XII^e siècles. Le monastère clunisien de Payerne était l'un d'entre eux. À Colmar et environs, il tenait, entre autres, des droits et terres impériaux auparavant gérés par les ducs de Souabe. Disposant d'un siège administratif à Colmar, la « *curia superior* » (*Oberhof*, cour supérieure), à la tête d'un cortège d'officiers (avoués, ministériaux, *militēs*)¹⁴, il côtoyait dans la ville le *dominium* du chapitre cathédral de Constance¹⁵. Lequel tenait une cour seigneuriale appelée *Niederhof* (cour inférieure)¹⁶.

Dès 1186, la présence de l'empereur Frédéric I^{er} Barberousse à Colmar révèle la volonté qu'a le souverain de réinvestir le terrain de l'ancien fisc

13. Sur les origines de Colmar, voir MAIER (Wolfgang), *Stadt und Reichsfreiheit. Entstehung und Aufstieg der elsässischen Hohenstaufenstädte (mit besonderer Berücksichtigung des Wirkens Kaiser Friedrichs II.)*, Diss. Phil. Freiburg (in Üchtland), Zürich, 1972 ; METZ (Bernhard), « Essai sur la hiérarchie des villes médiévales d'Alsace (1200-1350) », *Revue d'Alsace*, 128, 2002, p. 47-100 ; 2^e partie dans *Revue d'Alsace* 134, 2008, p. 129-167, sur Colmar, voir p. 68-73 ; WILSDORF (Christian), « Comment Colmar devint ville (8^e-13^e siècle) », dans LIVET (Georges) (éd.), *Histoire de Colmar*, Toulouse, Privat, 1983, p. 29-52 ; NOACK (Werner), « Die Stadtanlage von Kolmar », *Alemannisches Jahrbuch*, 1953, p. 184-212 ; HUND (Andreas), *Colmar vor und während seiner Entwicklung zur Reichsstadt*, Diss. Phil. Strassburg, 1899 ; SCHERLEN (Auguste), *Dorf und Stadt. Vorgeschichte und Geschichte, nebst Anhang*, Colmar, 1931. Pour la localisation des deux centres domaniaux, voir HIMLY (François), *Atlas des villes médiévales d'Alsace*, Nancy, 1970 ; de même que SCHERLEN (Auguste), *Topographie du Vieux-Colmar*, Colmar, AREHC, 1996, traduction de *Topographie von Alt-Colmar*, Colmar, 1922. Dernièrement, voir ZEILINGER (Gabriel), « Urbane Entwicklung abseits der Kathedralstadt. Die Stadtwerdung Colmars und die Urbanisierung des Oberelsass vom 12. bis zum 14. Jahrhundert », dans EHRICH, Jörg OBERSTE (Susanne) (Hg.), *Städtische Räume im Mittelalter*, Schnell & Steiner, Regensburg, 2009, p. 123-136.

14. Voir FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 18.

15. Voir FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 15, p. 16 : « *quod duae curiae in villa Columbariensis sitae sunt. Harum itaque altera servit ex suo iure Constantiensi ecclesiae, altera vero non alterato iure sanctae mancipatur Paterniacensi ecclesiae.* » On sait aussi que le monastère de Payerne dispose à la fin du XII^e siècle de la moitié de la justice de toute la *villa*.

16. Sur le *Niederhof*, voir SCHERLEN (Auguste), *Topographie du vieux Colmar*, *op. cit.*, entre autres p. 285 et s.

impérial local¹⁷. Mais il faut attendre 1219 pour voir apparaître à Colmar un *Schultheiss*, officier chargé à la fois de la haute juridiction criminelle régaliennne et de la gestion des droits impériaux¹⁸.

Des hommes soumis à ces seigneurs fonciers et banaux – auxquels il faudrait ajouter encore les dépendants de l'abbaye de Munster¹⁹ –, on ne sait jusque-là presque rien²⁰. C'est en 1212 qu'apparaît la première mention d'une action collective parmi ces résidents. À l'époque, des hommes relevant de l'*Oberhof*, désignés comme des *burgenses*, présentent une requête commune à leur seigneur, qui accepte d'entendre la demande²¹. Dépendant d'un même seigneur, donc relevant de la même coutume, ces citadins paraissent aussi fédérés par des cadres religieux communs : la paroisse Saint-Martin, son église et son cimetière. Ils gèrent en outre des communaux et sollicitent le droit d'en vendre certains²² pour « construire une enceinte fortifiée autour du cimetière paroissial » (« *ad clausuram cimeterii parrochialis ecclesiae construendam* »)²³. Deux ans plus tard (1214), une nouvelle vente de communaux au profit du monastère de Pairis permet de préciser le portrait de ces sujets seigneuriaux, qui agissent de concert²⁴. Savoir, 18 « *burgenses* », qui comptent dans leurs rangs des chevaliers

17. L'empereur Frédéric Barberousse est présent à Colmar en 1186 pour arbitrer un litige entre l'église Saint-Pierre (dans l'*Oberhof* tenu par le monastère de Payerne) et Ulrich von Erstein. Voir HUND (Andreas), *Colmar vor und...*, op. cit., p. 62, voir aussi FEIN (Hella), *Die staufischen Städtegründungen im Elsass*, Frankfurt am Main, 1939, p. 22 et s.; *Histoire de Colmar*, sous la direction de Georges LIVET, Toulouse, Privat, 1983, p. 32-33 ; WILSDORF (Christian), « À propos de la genèse de la ville de Colmar », *Revue d'Alsace*, n° 75, 1956. Frédéric Barberousse séjourne à Colmar au moins à quatre reprises : 1153, 1156, 1179, 1186. Il apparaît comme l'avoué de la cour seigneuriale de Constance.

18. La dimension impériale de Colmar progresse ensuite pendant l'Interrègne. En 1241-1242, Colmar figure parmi les villes royales soumises à l'impôt envers le roi. La ville, par le biais de son *Schultheiss*, intègre une ligue de paix provinciale en 1250, puis la ligue rhénane en 1254. En 1255, Guillaume de Hollande confirme, sans plus de précisions, les droits, libertés et privilèges conférés à Colmar par ses prédécesseurs.

19. Le monastère Saint-Grégoire dans la vallée de Munster reçut du souverain carolingien divers biens (forêts, jardins, prés, champs...) dans le domaine (*villa et marca*) de Colmar. Voir FINSTERWALDER (Paul Wilhelm), *Colmarer Stadtrechte*, op. cit., n° 1 et n° 2.

20. BRUNEL (Pierre), « La formation urbaine de Colmar à l'épreuve de l'archéologie », *Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Colmar*, 30, 1982, p. 17-27.

21. Voir FINSTERWALDER, op. cit., n° 18, p. 19-20. « *quod karissimi amici nostri Columbarienses burgenses ad nostram praesentiam accedentes nos humiliter benigne rogaverunt...* ». Plus loin, « *nos... burgensium petitioni obtemperare volentes* ».

22. Laissés en usufruit aux dépendants, ces communaux (terres de pâture et droits d'usage) ne pouvaient cependant être cédés sans l'autorisation du seigneur qui en avait la propriété éminente. Une situation similaire est constatée à Strasbourg à la même époque.

23. *Ibidem*. Sur le cimetière et sa part dans la structuration et la polarisation sociale, voir LAUWERS (Michel), *Naissance du cimetière. Lieux sacrés et terre des morts dans l'Occident médiéval*, Paris, Aubier, 2005.

24. Voir FINSTERWALDER, op. cit., n° 19, p. 21. Voir archives départementales du Haut-Rhin, fonds Pairis, série H, 11 H.

ou des officiers (tonloyers, forestiers)²⁵. Parlant en leur nom propre, ils se font par ailleurs les interprètes (« *per nos* ») « d'autres » résidant dans la « *communitate* » de ceux de Colmar. Ils émettent eux-mêmes l'acte à Colmar et le scellent par le « *sigillo communitatis nostre* »²⁶.

La tradition historique voit habituellement dans ce document l'émergence d'une commune, une collectivité qui transcende ses membres jurés et acquiert ainsi une personnalité juridique propre²⁷. La comparaison qu'offrent aujourd'hui plusieurs monographies invite à plus de circonspection. Albert Rigaudière a montré, à partir d'actes du Massif Central, que la *communitas* n'y était encore qu'un groupe d'hommes agissant de concert. À Avignon, dans les années 1220, le terme « *commune* », très présent dans les actes, renvoie « aux biens divers et droits possédés et exercés en commun par les habitants ou pour leur compte, mais non susceptibles d'appropriation par ces derniers. La *commune* dispose d'un patrimoine important pour lequel elle peut agir par l'intermédiaire de représentants »²⁸.

La *communitas* colmarienne renvoie probablement de la même façon à l'une de ces premières formes de solidarité nées de la gestion des communaux²⁹. La constitution d'une entité juridique bourgeoise, d'une *universitas*, ne semble acquise en toute certitude qu'en 1230, et sous l'aile protectrice du souverain. C'est à cette date, dans un diplôme de Henri (VII), qu'apparaît à la fois la référence à l'*universitas* (*universis civibus ; universitati vestrae duximus significandum quod...*) et à un statut

25. Dont des membres de la famille de Girsberg (Ludowicus, Andreas, Erenfrid). Un Andreas de Girsberg est qualifié de *dominus* en 1222. Il semble avoir construit un château sans le consentement des deux cours ecclésiastiques dans les zones forestières qu'il devait administrer.

26. Par une confirmation du roi Frédéric II fin novembre 1214, il apparaît que les communaux vendus relevaient de l'autorité éminente des deux seigneurs ecclésiastiques (*ex consensu praepositorum Constanciensium et monasterii Paterniacensis*). Ce qui suppose aussi une gestion des communaux partagée par leurs dépendants respectifs.

27. Voir *Histoire de Colmar*, sous la direction de Georges LIVET, Toulouse, Privat, 1983, p. 34 ; WILSDORF (Christian), « À propos de la genèse de la ville de Colmar », *Revue d'Alsace*, n°75, 1956 ; MOSSMANN (Xavier), *Recherches sur la constitution de la commune à Colmar*, Colmar, 1878. Pour Mossmann, il s'agit bel et bien du premier acte de la « commune ». Le sceau de la *communitate* employé en 1214 n'a, semble-t-il, pas été conservé sur d'autres actes. Dès 1222, on relève l'existence d'une attestation par un « *sigillo quoque communi Columbarie* » portant l'aigle impérial. Voir FINSTERWALDER, *op. cit.*, p. 27-28, n°23.

28. Voir LEROY (Nicolas), *Une ville...*, *op. cit.*, p. 126. Voir aussi MICHAUD QUANTIN (Pierre), *Universitas. Expressions du mouvement communautaire dans le Moyen Âge latin*, Paris, Vrin, 1970, p. 156.

29. En 1226, cette *communitas* établit un compromis avec le monastère de Payerne pour un litige qui semble tourner autour des communaux (usage des forêts). Le même texte utilise pour la première fois l'appellation « *civitas Columbariensis* ». L'acte est émis par 12 « *consules* », qui se disent aussi *burgenses*, aux côtés de « toute la *communitas* de Colmar ayant part aux usages des communaux ». Voir FINSTERWALDER, *op. cit.*, p. 28-30, n°25. Voir archives départementales du Haut-Rhin série H fonds Saint Pierre, Cart. 1 ; vidimus de janvier 1302.

urbain de Colmar (*civitas*)³⁰. Les sources narratives corroborent ce faisceau d'indices, puisque la chronique de Richer de Senones, rédigée vers 1255, situe en 1215-1237 la transformation de Colmar en une ville – ce qui suppose alors la construction d'une enceinte – sous l'impulsion de Woelfelin, *Schultheiss* de Haguenau³¹.

À aucun de ces stades et dans aucun des actes éclairant la genèse d'une communauté bourgeoise à Colmar, n'apparaît en définitive la mention d'un serment collectif impliquant tout ou partie des habitants. N'était la dimension juratoire que revêtait, d'ordinaire et en d'autres lieux, la notion d'*universitas*³², employée à Colmar à partir de 1230. La conjuration originelle que les *Schwörtage* auraient pu perpétuer et célébrer se fait donc fort discrète... On ignore au fond comment, à Colmar, les dépendants des trois seigneurs ecclésiastiques locaux ont fini par se fédérer, si ce n'est sous l'œil bienveillant de l'empereur, autour de communaux d'origine impériale dépendant de l'autorité éminente et partagée de plusieurs *domini*, et d'un lieu fortifié commun.

Des espaces du serment précoces

En effet, tout au plus sait-on que la *communitas*, puis l'*universitas*, dispose, à compter de 1212, d'un lieu de refuge et de réunion potentiel, au travers du cimetière bientôt fortifié, jouxtant l'église paroissiale Saint-Martin. Le lieu a probablement un rôle symbolique et structurant pour la communauté urbaine. C'est l'un des biens communaux qu'un groupe de manants colmariens gérât en commun, sous l'autorité éminente de l'abbé de Payerne (*Oberhof*)³³. La fortification, et les devoirs fiscaux ou militaires afférents, engendrèrent une collectivité de gestion, puis probablement une collectivité de défense. Le cimetière était déjà un lieu fédérateur dans le premier quart du XIII^e siècle. Il faut attendre quelques décennies pour constater qu'il est aussi devenu un espace de publication des

30. FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 26, p. 30-31.

31. Voir *Momumenta Germaniae Historica, Scriptores*, t. 25, Hanovre, 1880, p. 302-303. FINSTERWALDER, *op. cit.* n° 22, p. 26. Si l'on ne considère que les textes (et non les données archéologiques), la construction effective d'une enceinte est amorcée dans les années 1230. C'est dans cette décennie que les litiges liés à des prélèvements fiscaux (taxes sur les marchandises, impôt indirect sur les biens : *Ungelt*) se multiplient entre les bourgeois de Colmar et les établissements ecclésiastiques implantés sur place. L'acte n° 28 dans FINSTERWALDER, *op. cit.* évoque une participation de « XL charrettes de pierres » pour fortifier les villes de Colmar et Kaysersberg.

32. Voir MICHAUD-QUENTIN (Pierre), *Universitas...*, *op. cit.*

33. Une ambiguïté subsiste sur la localisation de ce cimetière. L'église paroissiale de la cour supérieure était à l'origine (1^{re} attestation en 1186) l'église Saint-Pierre, dont l'église-mère était basée à Horbourg. Or, l'ancien cimetière fortifié est attesté quant à lui à proximité de l'église Saint-Martin, qui relève du *Niederhof*.

informations et un lieu de serment. À en croire la *Chronique de Colmar*³⁴, en 1293 durant l'interrègne ouvert par la mort de Rodolphe de Habsbourg, le *Schultheiss* de Colmar, favorable au parti d'Albert de Habsbourg, le fils de Rodolphe, aurait recouru au cimetière pour rassembler la population et en exiger le serment au profit d'Anselme de Ribeaupierre :

1293. Le 4 des ides de septembre [10 septembre], le *schultheiss* de Colmar, à l'insu des conseillers et des bourgeois, appela Anselme de Ribeaupierre et lui livra la ville. Il avait introduit dans les murs une foule de soldats de ce seigneur et les avait placés dans le cimetière. Alors que les bourgeois dormaient, réveillés au son des cloches, ils courent au cimetière, où ils trouvent les hommes d'armes de Ribeaupierre ; frappés de terreur, ils ne savent que faire. Pendant ce temps, un héraut convoque les bourgeois en disant partout : Notre ami le seigneur de Ribeaupierre est ici ; il vient pour nous aider de sa personne et de ses biens ; car il a appris que nos ennemis ont le dessein de nous attaquer ; il arrive donc pour recevoir nos serments de fidélité et nous donner les siens (*venit igitur ut ipse nobis et nos ei fidelitatem juramento firmemus*). Puis, le héraut dit : levez les mains et jurez ! Ce qu'ils firent. Le seigneur de Ribeaupierre s'apercevant que seuls quelques-uns avaient prêté serment de fidélité, prescrivit aux chefs des corporations (*magistris Zunftarum*) de réunir chacun de leurs membres dans leurs lieux respectifs d'assemblée, et il demanda à chacun de jurer fidélité. Beaucoup ne le prêtèrent qu'à contre-cœur ; ceux qui le refusèrent furent expulsés de la ville et parmi eux le chevalier de Rust, les seigneurs de Nortgassen et plusieurs citoyens riches et considérés³⁵.

En septembre de la même année 1293, le cimetière apparaît à nouveau comme le lieu de rassemblement du commun. À lire le texte entre les lignes, il est peut-être aussi un cadre de conjuration pour des fractions de la population urbaine non représentées au Conseil :

« L'évêque de Strasbourg, apprenant ce qui se passait, vint avec 200 hommes pour prêter main forte aux Colmariens. Pendant que les conseillers délibéraient à ce sujet, la communauté de la ville (*communitas*) vint en criant : Nous ne voulons pas recevoir davantage d'hommes en armes ! Et les humbles (*pauperes*) s'écrièrent : armes en mains, rassemblons-nous au cimetière et faisons ce qui aura été décrété. Ceci fait, ils dirent : prenons les clefs des portes et gardons-les soigneusement³⁶.

34. Voir la fiche constituée à ce sujet dans le répertoire des sources historiographiques allemandes du Moyen Âge, http://www.geschichtsquellen.de/repOpus_01038.html?mss=Colmar. [vérifié le 25/10/2013]. L'œuvre fut rédigée au début du XIV^e siècle.

35. GÉRARD (Charles) et LIBLIN (Joseph), *Les annales et la Chronique des Dominicains*, Colmar, Decker, 1854, p. 315-317 ; *Chronicon Colmariense*, éditée par Philippe JAFFÉ, *Monumenta Germaniae Historica, Scriptores* 17, édité par Georg Heinrich PERTZ, Hanovre, 1861, p. 240-270, ici p. 258.

36. *Ibidem*, p. 323. En lien avec ces procédures de rassemblement, le Conseil détient les clefs d'accès aux cloches de Saint-Martin, juste à côté du cimetière, au moins depuis 1331.

Les chroniques des Dominicains de Colmar désignent ainsi deux lieux cruciaux des serments collectifs colmariens, en usage dès la fin du XIII^e siècle. Le cimetière Saint-Martin forme le cadre des allégeances jurées, est un lieu de réunion des hommes en armes et procure un espace de délibération collective³⁷, voire de conjurations. Les maisons des corporations (*Stuben*), lieu de l'obéissance des artisans envers les maîtres du métier, mais aussi relais du politique, constituent des espaces subsidiaires pour le recueil du serment. Les réfractaires ou les retardataires du serment y sont assignés nommément³⁸.

Ces lieux associés au serment de façon précoce, alors même qu'il n'y a pas de trace explicite de serments collectifs annuels de la bourgeoisie, restent ensuite indéfectiblement liés aux pratiques juratoires. Des textes du XVI^e siècle soulignent par exemple que si le souverain désire recevoir l'allégeance, non de la part du seul Conseil, mais de toute la communauté, « cela se passe au cimetière. Et quand tout le Commun est rassemblé, on conduit sa majesté impériale ou royale en chaire, le Magistrat (*die Meisterschafft*³⁹) doit aussi s'y rendre. Alors le secrétaire municipal lit le serment et le *Hofmeister* l'énonce... »⁴⁰.

37. Voir AMC, Rotbuch II, fol. 57.

38. Ces procédures de recueil du serment, d'abord collectives, puis nominatives pour les récalcitrants sont encore par exemple attestées au XVI^e siècle à Montbéliard. Le comte Frédéric de Wurtemberg exige ainsi à 4 reprises le serment d'allégeance des bourgeois en 1587. Là, l'enregistrement des bourgeois jurés se fait nommément par rue, ce qui permet de resserrer progressivement l'étau autour des réfractaires. Voir BOUVARD (André), « Prestation de serment des bourgeois de Montbéliard au comte Frédéric de Wurtemberg (9, 10, 19 mai, 23 juin 1587) », *Bulletin de la société d'émulation de Montbéliard*, n° 131 - 2008, publié en 2009, p. 281-300.

39. Le terme renvoie en particulier aux maîtres de corporations et aux hommes du métier que chacun commande.

40. Voir AMC, BB51b, fol. 10. Si le souverain est prêt à se contenter de l'allégeance du Conseil, le serment peut se faire où il le désire. Les procédures d'allégeance au souverain, lors de son intronisation, sont très peu documentées pour les périodes antérieures au XVI^e siècle. Dans les quelques cas attestés, c'est le *Schultheiss* de Colmar qui exprime la promesse de fidélité de la ville. Pour la fin du XIII^e siècle, voir la *Chronique* de Colmar, [1292] « Les villes jurèrent fidélité aux gouverneurs du roi Adolphe. Le *schultheiss* de Colmar refusa de jurer fidélité, à moins que le *landvogt* Otton d'Ochstenstein ne s'engageât, au nom du roi, de lui conserver sa charge durant la vie du roi, de maintenir l'exil des bannis et de ne point entrer avec ses troupes dans la ville. Le *landvogt* prit cet engagement après avoir reçu le serment que la ville de Colmar ne serait point livrée à un autre qu'au roi Adolphe ». Voir LIBLIN (Joseph), *Annales...*, *op. cit.*, p. 155-157 ; *Chronicon Colmariense*, MGH, *Scriptores* 17, *op. cit.*, p. 257. FINSTERWALDER, *op. cit.*, n°48, p. 53). En 1393, quand la ville de Colmar assiégée finit par prendre le parti d'Adolphe de Nassau, c'est à nouveau un représentant de la ville qui pratique l'allégeance au nom de la communauté : « les bourgeois députèrent au roi un bourgeois recommandable, nommé Rebmann, pour lui remettre les clefs de la ville et lui offrir sa soumission. Ce qui causa une grande joie dans la ville, au-dehors et dans l'armée du roi ». Voir LIBLIN (Joseph), *Annales...*, p. 323-326.

Afin de mieux s'adapter aux nécessités d'une ville en croissance, le cimetière fut agrandi en 1308 dans le cadre d'une convention avec le doyen du chapitre Saint-Martin⁴¹. Peut-être le Conseil y aménagea-t-il alors une place publique, toujours est-il que jusque dans la seconde moitié du XVI^e siècle la population colmarienne avait rendez-vous annuellement « au cimetière » pour prêter serment, après s'être regroupée dans le cadre des corporations⁴².

L'émergence d'une pratique administrative du serment

À défaut de références explicites à une communauté jurée colmarienne aux XII^e-XIII^e siècles, en dehors de quelques conjurations temporaires et rarement unanimes⁴³, les premiers serments collectifs récurrents furent des engagements jurés à l'intérieur des cercles dirigeants⁴⁴. En 1278, dans le grand privilège octroyé à la ville par Rodolphe de Habsbourg, les « bourgeois de Colmar », qu'il faut entendre ici comme les conseillers qui les représentent, obtiennent le droit de faire statuts, littéralement, « d'établir des unions par / sur eux-mêmes »⁴⁵. Les modalités pratiques de cette faculté législative n'apparaissent clairement qu'au travers du premier statut conservé, en date du 29 juillet 1286. Le serment y tient une place importante. Le *Schultheiss*, le Conseil et les bourgeois de la ville de Colmar établissent ce jour-là qu'en cas de conflit, aucune maison

41. Voir AMC Saint Martin, DX/9 ; SCHERLEN (Auguste), *Topographie...*, *op. cit.*, p. 243 ; LIBLIN (Joseph), *Chronique de Colmar*, Mulhouse, 1867. Selon cet acte, le cimetière serait à l'occasion converti en place publique et les ossements déplacés. Document édité en annexe de PLAYOUST (Pierre-Yves), *La vie municipale aux XIII^e et XIV^e siècles*, thèse de l'École des chartes, 1961.

42. Cf. AMC, BB 51 (livres de serments) n° 1, 2 et 3. Le livre de serment de la fin du XVI^e siècle (BB51 n° 3) parle de « place », une désignation que l'on retrouve aussi sur des pièces d'archives isolées, évoquant le *Schwörtag* au XVII^e siècle.

43. Les soulèvements colmariens attestés pendant la guerre de Strasbourg et de son évêque (1261-1263), puis en 1293, impliquent différents partis locaux adverses. On ignore s'ils furent systématiquement soudés par l'usage du serment.

44. Un ensemble de conseillers apparaît nommément dans les actes en 1278. Le grand privilège de 1278 prévoit le passage de 12 à 22 conseillers (12 nobles et 10 bourgeois). Voir LICHTLÉ (Francis), « Colmar 1214-1815 », dans *Dictionnaire historique des institutions de l'Alsace*, Lettre C, n° 4, p. 387-391, avec bibliographie complémentaire.

45. Grand privilège du 20 décembre 1278. « Über diz allez mugent die burger von Colmer uber sich selben einunge sezzzen, also sie dunket daz ez in selben und der stette nuzze si. » (Voir FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 34, p. 36) : « En outre, les bourgeois de Colmar pourront se donner statuts, selon ce qu'ils estimeront être utile pour eux et la ville ». La disposition est reprise en 1293 dans le privilège octroyé par Adophe de Nassau : « Propterea, cives Columbarienses poterunt super se statuere emendas, prout ipsis et civitati videbitur expedire ». Les premières *Einunge* du conseil de Colmar restent encore soumises à une validation royale. Voir acte du 29 juillet 1286.

ni cour dans la ville ne doivent être soumises à destruction⁴⁶. Le texte précise que la décision commune s'appuie sur un engagement antérieur : les décisionnaires avaient juré préalablement d'agir pour l'honneur et l'intérêt de la ville, et la nouvelle disposition devait se conformer à cette exigence. Il existait donc, dès la fin du XIII^e siècle, un serment prêté par les Conseillers, probablement lors de leur entrée en fonction⁴⁷. Le statut en lui-même était, en outre, confirmé par un serment, probablement juré collectivement en Conseil. La parole donnée confortait l'unanimité (elle fondait l'*Einung*), elle rendait aussi la décision exécutoire. Tout nouveau impétrant au Conseil devait jurer à son tour d'observer le statut adopté par ses prédécesseurs : « *Dis han wir gesworn unde wellen, wer har nach iemer des rates wirt, das der des selben swere, stete ze habende disen einung, den wir durch der stette ere willen ufgesezset haben* ».

Ainsi, aux premiers temps de la documentation urbaine colmarienne, le cas colmarien atteste de pratiques juratoires en Conseil bien plus que d'un serment collectif annuel de l'*universitas*. Lors de leur entrée en fonction, les Conseillers juraient individuellement et en commun d'œuvrer pour le bien de la ville. Ils renouvelaient cet acte juratoire pour établir des dispositions majeures. Une fois le droit législatif du Conseil bel et bien acquis, l'habitude de garantir certains statuts par serment ne disparut pas pour autant. Aux formules « le Conseil a reconnu » (*der rat hat erkant*) ou « le Conseil a décidé » (*Der rate hat erteilt*), s'ajoutent parfois encore dans « l'ancien livre du Conseil » (*Rotbuch*, 1362-1445) des références au serment fondateur de l'unanimité et du statut : « *Der schutheiss, die meistere, der rat und die zunftmeistere hant einhelleclichen erteilt und erkant uff den eyt* »⁴⁸.

Deux éléments fondamentaux dans la constitution des jours du serment sont donc réunis à Colmar dès la fin du XIII^e siècle. Déjà, les conseillers engageaient leur parole et promettaient d'agir pour le bien commun lors de leur nomination ; déjà, certaines dispositions législatives appelaient une union jurée. Mais, pour qu'il y eût *Schwörtage*, ces promesses devaient sortir du cadre feutré du Conseil pour s'exprimer au vu et au su de la

46. Voir FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 43, p. 49. Le statut de 1286 fait suite à une révolte survenue dans la ville à Pâques contre le *Schultheiss*. Elle fut matée avec rigueur, les responsables furent bannis, leurs maisons détruites et leurs biens saisis. La décision de 1286 prend le contre-pied d'une disposition du grand privilège de 1278 qui prévoyait une démolition de la maison des criminels. En 1293, dans le privilège d'Adolphe de Nassau, l'homicide s'expose en cas de fuite à la saisie de sa maison et de ses biens. Il n'y a plus de mention explicite de la destruction.

47. « *Wir der schulthesse, der rat und die burger von Colmer tün kunt mit diseme briefe allen den, die in sehent oder horent lesen, das wir durch der stette nuz und ere, wande wir das gesworn han, sin ze rate worden mit gemeineme rate unde sin des och uber ein kumen...* ».

48. Voir FINSTERWALDER, *op. cit.*, par exemple p. 300, décision en date du 23 octobre 1378, ou encore p. 301, décision du 21 mars 1367.

population urbaine. Ce qui supposait des mutations constitutionnelles et politiques d'envergure au profit du Commun et des gens de métiers.

À la recherche des *Schwörbriefe* colmariens

Tant à Ulm qu'à Strasbourg, le rythme de rédaction des chartes de serment renvoie aux principaux changements institutionnels. L'exemple de la ville libre invite donc à considérer de plus près les périodes de révoltes internes et changements politiques pour suivre la genèse des *Schwörtage* colmariens. Or, à partir de 1261, commence à Colmar une longue ère de troubles, qui finit par mener à des décisions majeures en matière de serments collectifs sous le règne de Charles IV. La concordance chronologique avec l'époque de rédaction des *Schwörbriefe* strasbourgeois⁴⁹ demande d'examiner de plus près la production d'éventuelles chartes de serments colmariennes, leur contexte d'apparition et leurs usages.

Hasard ou expression même des divisions utérines que connut alors Colmar, la documentation léguée par les archives est extrêmement ténue pour la fin du XIII^e siècle et le premier tiers du XIV^e siècle. Si les chroniques et annales relatent à loisir les rivalités entre partis qui secouèrent Colmar et les agissements des *Schultheissen* locaux à compter de 1261⁵⁰, la documentation ne fait référence qu'incidemment à des serments collectifs. Tel est le cas d'un serment conjuratoire évoqué en filigrane de l'alliance passée entre Colmar et les bourgeois de Strasbourg en octobre 1261⁵¹. Le *Schultheiss* Jean [que les chroniques identifient comme Jean Roesselmann] et l'*universitas* de Colmar scellent alors pour quatre ans un traité d'entente (*conspirationis*) et d'amitié solide avec les Strasbourgeois révoltés contre leur évêque. Selon la loi du genre, les alliés se donnent du « chers amis », et exaltent leur « *universitas* » respective. Toujours est-il que, au delà de l'unanimité apparent, seule une faction coalisée derrière le *Schultheiss* penchait pour le parti des bourgeois strasbourgeois rebelles et de Rodolphe

49. À Strasbourg, 16 *Schwörbriefe* furent composées entre 1334 et 1482. Voir RICHARD (Olivier), « Chartes de serment », dans *DHIA*, *op. cit.*

50. Voir BUCHHOLZER (Laurence), « Von der Herrschaft zur Gemeinde? Der Schultheiss, eine ambivalente Figur (Elsass, 12.-15. Jhdt) », dans GRUBER (Elisabeth), PILS (Susanne Claudine), RABELER (Sven), WEIGL (Herwig), ZEILINGER (Gabriel) (Hg.), *Mittler zwischen Herrschaft und Gemeinde. Die Rolle von Funktions- und Führungsgruppen in der mittelalterlichen Urbanisierung Zentraleuropas*, Innsbruck, 2013, p. 177-200.

51. Voir FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 32, p. 34. Strassb. UB, I, n° 478. Original aux archives municipales de Strasbourg. Pour 1293, voir plus haut, *infra*. Les Chroniques des Dominicains de Colmar relatent en outre la peine qu'encourut le *schultheiss* Walther Roesselmann pour parjure. Voir *MGH Scriptores* 17, p. 260.

de Habsbourg⁵². Le serment d'alliance est donc celui de deux groupes insurgés qui, tout en ayant gagné du terrain, n'avaient pas encore de positions fermes dans leurs villes respectives. Les modalités pratiques de leurs engagements juratoires restent néanmoins obscures.

De même, l'absence de documentation archivistique évoquant les serments oblige à parcourir d'une traite les soubresauts internes colmariens : 1261, 1273 (?), 1279-1281, 1284-1285, 1286, 1289-1290, 1291, 1293, 1315-1325 (guerre des Rouges et des Noirs), et ce jusqu'à ce que les commotions politiques (1330, 1356, 1358⁵³) soient à nouveau éclairées par des textes.

Les premiers changements constitutionnels connus surviennent en 1331. Il s'agit alors de mettre un terme au long antagonisme entre les Rouges et les Noirs, partisans respectifs de la maison d'Autriche et de la maison de Bavière (1315-1330). Un acte du 27 mai 1331, promulgué par « le *schultheiss*, le bourgmestre, les bourgeois et la communauté de Colmar », établit un directoire de 9 membres (4 nobles et 5 bourgeois), destiné à rétablir la paix et l'ordre pour 5 ans⁵⁴. Cette paix, jurée⁵⁵, mobilise des serments en cascade. La décision est entérinée par le serment des intéressés, comme toute mesure d'importance majeure (*Einung*). Le comité des 9 s'engage à gouverner « pour le mieux et l'intérêt de la ville », sur sa bonne foi et ses susdits serments jurés (*bi gu'ten trewen, und bi den vorgenanten geswornen eiden*). Le Conseil promet quant à lui l'obéissance et s'engage à n'intervenir qu'en cas de discord au sein du Novemvirat : « Et ce que ces mêmes Neuf considéreront en conseil comme utile et bon, sur la base des serments susdits, nous devons y être obéissants, également sur la base des serments susdits (*Und was diselben nûne ze rate werdent rechtes dingem, das si nûtz und gu't dunket, bi den vorgenanten eiden des sullen wir in gehorsam sin auch bi dem vorgenanten eide...*). Les membres

52. Voir LIBLIN (Joseph), *Les annales...*, *op. cit.*, p. 299-301 ; *Bellum Waltherianum*, *MGH Scriptores* 17, p. 105-114.

53. Voir LIVET (Georges) (dir.), *Histoire de Colmar...*, *op. cit.*, p. 37-39 pour 1261 ; p. 39-43 pour les troubles civils jusqu'en 1293 ; p. 54-58 pour la suite.

54. Voir FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 68, p. 79 ; AMC, BB1, 1. Le changement constitutionnel et le règlement du conflit sont entérinés ensuite par le souverain (FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 70 p. 83-84, n° 74, p. 89-90). Le directoire des 9 est renouvelé 5 ans jour pour jour après la première charte. Donc le 27 mai 1336, voir FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 80, p. 94 ; AMC, BB2. Le texte reproduit pour l'essentiel la première version. Mais on y introduit une clause de silence sur les actes du Conseil et une obligation de respect des statuts (*einunge, wette oder besserunge*) existants ou établis dans les 5 ans suivants.

55. « *Wir... sint ze rate worden mit enander einhelleklich und unbetzwungen als hie nach an disem gegenwirtigen briefe geschriben stat, und haben einhelleklich allesament mit enander das gesworn zen heiligen stete ze hande und enander mit ufgehebtten henden und mit gestabten worten, ane alle geverde, dise nehesten funff jar, die nu koment nach enander nach dem tage als dirre brief gegeben wart ane alle widerrede* ».

des partis rivaux, enfin, s'engagent par serment à ne pas porter de livrée distinctive et à ne plus créer de troubles dans la ville.

Une définition des règles de renouvellement du Conseil accompagne ces engagements assermentés. Quand bien même le directoire reste en place pour 5 ans, tous les ans, à l'épiphanie, il faudra renouveler le Conseil, les maîtres de corporations qui y siègent, les 4 bourgmestres et les principaux officiers (*baumeister, pfleger, gehalter*). Les maîtres de corporation sortants et le novemvirat procéderont à cette désignation.

Tiendrait-on avec cet acte de 1331 le premier *Schwörbrief* colmarien, intégré à un cérémonial public ? Il faut vite déchanter, car dans sa matérialité le document ne présente aucun signe particulier d'ostension⁵⁶. Le texte livre pour sa part quelques indices sur la gestuelle et la succession des serments. Ceux-ci furent passés devant les saints, doigts levés (selon le signe de la Trinité), en répétant les formules juratoires. Le directoire s'engagea le premier envers la communauté⁵⁷. Puis suivit le serment « du *Schultheiss*, des *Stettmestres*, du Conseil, des bourgeois et de la communauté, dans son ensemble (*gemeinlich*), pauvres et riches de la susdite ville de Colmar », envers les 9 dans leur ensemble et envers chacun d'entre eux. Ils jurèrent « de les aider et de les conseiller sur leurs corps et biens, en vertu d'un serment devant les saints, doigts levés et formules prononcées ».

Il faut imaginer ici une cérémonie qui réunit simplement le directoire, le Conseil sortant, de même que quelques représentants des partis rivaux rouges et noirs. L'acte de réconciliation (*Sühnebrief*) entre les belligérants n'intervint que quelques mois plus tard⁵⁸. C'est à ce moment là que l'on

56. AMC, BB1, 1 (27 mai 1331). Parchemin de 35 cm de haut sur 52,8 cm de large. Grand sceau de la ville de Colmar.

57. *Ibidem*, « Und wir, die vorgeantanten nüne, verjehen unverscheidenliche aller der vorgeschribenen dingen und gelboen sie stete ze hande mit der gemeinde von Kolmer, armen und richen, und in ze ratende und ze helfende mit rêten und mit getêten des besten und des erbersten, so wir koñnen und mo'gen, die vorgeantanten funf jar bi gueten truewen und wider aller meniglichen bi den vorgeantanten gesworenen eiden, die wir darumbe unverscheidenlich getan hant zen heiligen mit ufgehebben henden und mit gestabten worten, und verbinden uns des mit disem gegenwertigen briefe gegen die gemeinde von Kolmer, ane alle widerrede und ane alle geverde ».

58. Voir FINSTERWALDER, *op. cit.* n°72, p. 86 : 4 octobre 1331. L'acte de conciliation comporte un rappel de la nouvelle constitution et des mesures électives. Les partis s'engagent à respecter les mesures de règlement prévues par le gouvernement. Celui qui briserait les engagements, au nom de la communauté de Colmar ou de quelque autre grief, doit être déshonoré et parjure et ne doit plus recevoir droit à Colmar. Celui qui l'aiderait en parole et en gestes doit perdre la grâce de l'empereur et s'il persiste doit aussi la perdre dans les villes d'empire et ailleurs. Il sera poursuivi par le Conseil sur son corps et ses biens jusqu'à la renonciation à ses agissements. « Were och ieman von der gemeinde ze Kolmer oder vnder den Roten oder vnder den Swarzen, wie der genannt were, der in dirre sū'ne niht wollte sin, zu' wem der gehorte, die so'llent swern zen heiligen, das si sin niht mit bette haben mo'gen, ze twingende ze der sū'ne, vnd so'llent dar zu' bi dem selben eide mit libe und mit gu'te mit der stat von Kolmer berâten und beholfen sin wider den, der in der sū'ne niht will sin, ane alle geuerde.

se préoccupa de faire jurer paix et obéissance dans des cercles plus larges, littéralement « dans la communauté, ou parmi les Rouges ou parmi les Noirs », au besoin par la contrainte.

En ce qui concerne la procédure d'élection annuelle, les documents se bornent à parler d'un changement de Conseil à l'épiphanie « avec la volonté de la communauté » (*mit der gemainde willen*)⁵⁹. Simple figure de rhétorique désignant une élection ratifiée entre conseillers, au nom de la communauté, ou, expression d'une cérémonie publique requérant le serment de la population? En soi, l'absence de toute autre indication pratique (lieu, date, modalités de rassemblement) permet de douter de l'effectivité d'un *Schwörtag*.

Le directoire mis en place par la nouvelle constitution de 1331 prit fin en 1341 sans que l'on enregistraît de modifications. Mais l'élection de Charles de Luxembourg par quelques électeurs le 11 juillet 1346 déclencha à Colmar une nouvelle phase de troubles internes, à l'image de ce que connurent de nombreuses autres villes⁶⁰.

Une constitution destinée à calmer les émeutes et à préciser les rapports de la ville avec Charles IV fut entérinée le 15 novembre 1347 par Jean de Lichtenberg. On redéfinit alors la composition du Conseil pour 10 ans⁶¹. Dans la mesure où elle s'accompagnait d'un recul de la représentation nobiliaire, il fallut bientôt s'assurer de son respect par les principaux intéressés. En 1348, des membres des poêles « à la couronne » et « au Doyen » s'engagèrent par serment à ne rien entreprendre contre le Magistrat et la ville⁶². La révolte éclata malgré tout, au point qu'en 1354, entre autres mesures de rétorsions et d'arbitrage, Charles IV prononça l'éviction définitive des nobles du Conseil⁶³. La mesure fut suivie par une clarification du fonctionnement constitutionnel en cas d'interrègne⁶⁴.

59. La formule est présente dans FINSTERWALDER, *op. cit.*, n°72, p. 87.

60. Par exemple à Strasbourg et Nuremberg. Voir entre autres HAVERKAMP (Alfred), « Innerstädtische Auseinandersetzungen und überlokale Zusammenhänge in deutschen Städte während der ersten Hälfte des 14. Jahrhunderts », dans ELZE (Reinhard), FASOLI (Gina) (Hg.), *Stadtadel und Bürgertum in den italienischen und deutschen Städten des Spätmittelalters*, Berlin, 1991, p. 89-126. Repris dans *idem*, *Gemeinden, Gemeinschaften und Kommunikationsformen im hohen und späten Mittelalter*, hg. von Friedhelm BURGARD, Lukas CLEMENS, Michael MATHEUS, Trier, 2002, p. 147-182.

61. FINSTERWALDER, *op. cit.*, n°91, p. 107 et s. : Privilège de Charles IV pour Colmar, Haguenau, 12 décembre 1347. Voir aussi *ibidem*, n°94, p. 112-113 : Ce Conseil est celui de la parité entre les représentants de la noblesse et ceux des corporations. Le texte prévoit 3 bourgmestres, un Conseil de 12 membres nobles issus des deux poêles, ainsi que 12 membres du commun. Les corporations élisent annuellement chacune un maître, et les maîtres de corporation ont accès au Conseil.

62. AMC, BB3, n°3, 4.

63. AMC, BB3, n°8 : 8 mai 1354.

64. FINSTERWALDER, *op. cit.* n°111, p. 127 et s. AMC, BB4, 1 : 6 mars 1356.

La charte qui en résulte en 1356, pourtant *a priori* destinée à des temps de transition, est la première qui mentionne explicitement un serment collectif civique. Elle redéfinit d'abord les procédures générales d'élection et la composition du Conseil : 20 membres des corporations et deux nobles choisis parmi les plus pacifiques (*sic!*), présidés par un *Obmann* issu de la communauté. À l'élection succède un serment collectif :

« Et noble ou non noble, riche ou pauvre, qu'il soit bourgeois ou manant, de même que celui qui atteint sa majorité, doit jurer « derrière » (*under*) ces mêmes vingt-trois, sur les saints, de leur être obéissants et de les suivre eux et le Conseil de Colmar ». En cas d'interrègne, toute décision prise par les vingt-trois ou à la majorité d'entre eux doit être suivie et exécutée par la communauté. Inversement, les vingt-deux devront jurer de protéger toute personne résidant à Colmar devant la communauté de la ville jusqu'à la désignation incontestée d'un nouveau souverain.

Ces prescriptions établissant des serments d'obéissance au Conseil et aux statuts d'une part, de protection de la population d'autre part, ne restèrent pas lettre morte. Dès la rédaction de l'acte, Charles IV ordonna en effet la passation de serments. Les nobles résidant à Colmar durent jurer sur les saints de tenir perpétuellement cette alliance (*buntnusz*) et d'être obéissants aux vingt-trois. Ceux qui étaient détenteurs d'un sceau, devaient sceller la charte⁶⁵. Quant aux futurs bourgeois et manants, ils auraient à jurer d'observer perpétuellement cette même alliance et requête royale, et d'être obéissants aux vingt-trois. Cela conditionnait l'établissement même à Colmar ; celui qui ne voulait pas s'y prêter ne devait être ni bourgeois ni manant de Colmar. Tout ressortissant, quelle que fut sa qualité, son statut ou ses richesses, se voyait interdire la ville et la justice locale s'il restait réfractaire au serment.

Comme la paix jurée de 1331, l'acte royal de 1356 articule donc plusieurs prestations de serments les unes aux autres :

- la première intervient lors de la rédaction de l'acte. En donnant leur parole jurée, les nobles et le Magistrat (savoir, *schultheiss, Meister, Rat und gemeinde der stat zu Colmar*) entérinent la décision sur ordre du

65. De fait, les nobles résidents de Colmar en 1356 ont appendu à la charte leurs sceaux ; d'autres s'y ajoutèrent par lettre spéciale. AMC, BB4, 1 : 6 mars 1356. La charte est établie sur parchemin d'une hauteur de 40 cm et d'une largeur de 50 cm. 28 sceaux y sont appendus, de même que le sceau rond de Colmar. Une reconnaissance de serments émise par des écuyers est jointe à cette charte. Elle comporte cinq sceaux appendus.

Landvogt. Les nobles absents ce jour-là doivent se plier à une séance de rattrapage⁶⁶.

- Une autre prestation juratoire, individuelle, doit avoir lieu à l'entrée en bourgeoisie ou en résidence à Colmar (nouveaux arrivants, nobles ou non, garçons ayant atteint leur majorité).
- Une troisième, enfin, a vocation à être réitérée tous les ans : « Et lorsqu'on établit un nouveau Conseil à Colmar, le Conseil et la communauté doivent jurer d'observer perpétuellement chaque année cette alliance et cette charte sans faute ».

L'assemblage complexe qui préside à l'apparition de *Schwörtage* est ainsi posé dans ses principes en 1356. Il lie indéfectiblement les procédures d'élection au Conseil, les voies d'accès à la bourgeoisie⁶⁷ et un document de référence, scellé par de nombreuses personnes. Une cérémonie de prestation de serments collective, engageant tour à tour le Magistrat et la population de Colmar devait donc avoir lieu annuellement à l'épiphanie. Les serments que l'on devait y échanger n'avaient rien de « communal » ; élaborés sous égide royale, ils empruntaient au schéma des serments d'allégeance : obéissance des uns contre protection des autres.

Sans doute ambitionnait-on de présenter la charte au cours de ces cérémonies⁶⁸. Toujours est-il que les circonstances en décidèrent autrement. Un nouveau soulèvement nobiliaire, mené par Conrad de Wittenheim et Philippe de Beblenheim, conduit le *Landvogt* à modifier le fonctionnement constitutionnel dès le 29 janvier 1358⁶⁹. Le jour du serment collectif est déplacé au lundi de Pentecôte. Surtout, la cérémonie est dorénavant indéfectiblement liée à la présence du *Landvogt*, et à travers lui, de l'empereur. La population colmarienne devra en effet obéissance, aide et conseil au *Landvogt*, au *Schultheiss*, aux 4 *Stettmestres*, aux conseillers

66. « *wel edel man nu ze male in der stat ze Colmer nüt ist, die heran nüt gevmet sint, die sullen die buntnuszw sweren, und disen brief besigeln, alz bald sū gen Colmer komend, ouch bi den penen, alz da vor geschriben ist. Were aber, daz die edeln lüte ze Colmer disen biref nüt alle besigelnd, so sol doch dirre brief, und alle die vorgeschribenen stuke in kraft blibe, alz ob sū in alle besigelt hettend, ane geverde* », Cf. FINSTERWALDER, *op. cit.*, p. 130.

67. Ce n'est donc sans doute pas un hasard si, à la même période, le Conseil et l'empereur accordent une attention accrue aux procédures d'admission à la bourgeoisie. Les listes d'admission à la bourgeoisie sont dressées à Colmar à partir de 1361. Le premier livre du Conseil commence à la même époque et regorge de dispositions sur le droit de bourgeoisie. Charles IV statue aussi sur la question en 1358 (FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 115, p. 140).

68. Notons qu'elle est désignée comme une « *bundniss* », un terme habituellement employé pour les traités d'alliance. Elle équivaut dès lors à une alliance de paix entre le conseil et la communauté.

69. Cette révolte, menée au moment du renouvellement du Conseil, est orchestrée par une nouvelle société noble, « Zum Tschepelin ». Pour la constitution de janvier 1358, voir AMC, BB4, 2. Parchemin de 50 cm de haut sur 65 cm de large. Il porte 4 sceaux appendus, celui du *Landvogt*, de l'évêque de Strasbourg, du prince-abbé de Murbach et de la ville de Colmar.

et aux officiers désignés par le Conseil. L'ordonnance du 29 janvier 1358, bientôt entérinée par le souverain, devient la charte de référence. Les nobles colmariens sont priés de s'y conformer et de la jurer⁷⁰.

Dans son élaboration, la charte de 1358 n'est ni le produit de la seule volonté du conseil colmarien, ni le seul fait du *Landvogt* ou de l'empereur. Elle résulte d'une réflexion commune initiée par les arbitres de la Paix régionale (*Landfrieden*). Soit, le *Landvogt*, l'évêque de Strasbourg, l'abbé de Murbach et les représentants des villes impériales alsaciennes⁷¹, ce que rappellent en partie les sceaux appendus au parchemin.

Mais, à nouveau, la charte de 1358 ne put s'inscrire dans la durée.

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'empereur, le *Landvogt* Burckard de Magdebourg octroie en effet une nouvelle constitution à Colmar dès le 15 mars 1360. Le souverain la confirme le 15 août 1361. Elle fait suite à un acte de réconciliation (*Sühnebrief*) conclu entre le Conseil et le parti nobiliaire⁷². Dans cette conjoncture plus favorable, les nobles retrouvent une – modeste – représentation politique avec 10 sièges (8 nobles et 2 bourgeois affiliés aux nobles) contre 20 pour la bourgeoisie et les chefs de corporation, qui restent maîtres des plus hauts postes d'officiers (*Stettmestres* et *Obristmestre*). La constitution prescrit le calendrier des élections et du renouvellement des offices. Ils interviendront annuellement à la Pentecôte⁷³ et seront suivis d'une prestation de serments :

70. Voir AMC, BB4, n° 3 à 6.

71. Les villes qui ont part au règlement militaire de la *Fehde* nobiliaire menée contre Colmar, de même qu'à l'arbitrage sont : Sélestat, Mulhouse, Kaysersberg, Obernai, Rosheim, Turckheim et Munster. Les modalités de leur intervention sont fixées par l'alliance des villes impériales scellée en 1354 (connue sous le nom de Décapole). Notons toutefois que les arbitres urbains n'ont pas scellé la charte destinée à Colmar. Leur faculté d'intervention dans des arbitrages intraurbains est à nouveau officialisée en 1360 : FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 117, p. 144-145. L'une des grandes craintes des villes est la propagation des troubles internes, assimilés à des pestes. Cf. BUCHHOLZER (Laurence), „Stadtregieren in Krisenzeiten: eine Sache unter sich? (13.-15. Jahrhundert)”, dans DAUM (Werner), HARTMANN (Kathrin S.), PALAORO (Simon), SUNDERBRINK (Bärbel) (hg.), *Kommunikation und Konfliktaustragung. Verfassungskultur als Faktor politischer und gesellschaftlicher Machtverhältnisse vom Spätmittelalter bis in die Moderne*, Berlin, Berliner Wissenschafts-Verlag, 2010, p. 265-292. L'élaboration de cette charte de serment (1358) peut être mise en parallèle avec celle de 1334 à Strasbourg. Là aussi, suite à un conflit entre les membres du patriciat, la charte instaure un nouveau Conseil. Là aussi, le texte semble la résultante de négociations de paix arbitrées par un comité de *Landfrieden*, ce que laisse supposer la liste des sigillants extérieurs à la ville.

72. Voir PLAYOUST (Pierre-Yves), *Aspects de la vie urbaine à Colmar aux XIII^e et XIV^e siècles*, thèse de l'École des chartes, 1961, p. 256-296. Charte de réconciliation du 5 septembre 1359, voir FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 111.

73. Ces « changements » ou « renouvellements » annuels sont de pure forme, puisque le texte prévoit que « certains de l'ancien conseil restent, autant qu'ils en conviennent pour le besoin de la ville ». La seule exigence est qu'il y ait autant de conseillers inchangés parmi les nobles que parmi les représentants des bourgeois et de la communauté.

« et l'on doit aussi jurer annuellement à la Pentecôte partout dans la ville de Colmar en énonçant le serment (*gestabten eiden*) d'observer toutes les choses susdites », à ceci près que demeurent valables toutes les chartes que la ville a en sa possession⁷⁴.

Cette Constitution appliquée jusqu'en 1521, demeure, on le voit, très évasive, sur la cérémonie du *Schwörtag*. Elle ne mentionne plus le serment au *Landvogt*. Elle ne prescrit pas de lieu (à moins que le « partout » ne soit un générique désignant les sièges des vingt corporations), elle n'évoque plus de serments réciproques entre la communauté et le Magistrat. Enfin, c'est à un contenu, plus qu'à un document dans sa matérialité, que les serments devront se référer⁷⁵, ce qui paraît exclure toute présentation de l'acte lors de la cérémonie. Avait-on cependant vraiment fait table rase des procédures introduites en 1358⁷⁶... ?

Devenu roi, Wenceslas confirma en 1381 la constitution de 1360-1361⁷⁷ et inscrivit par là dans la durée l'existence d'un *Schwörtag*. Une révolte fiscale survenue en 1424 permet de constater combien ce serment annuel fondait à l'époque le contrat civique. Confronté aux premières rumeurs d'émeute, le chef de l'exécutif et de la défense (*Obristmeister*) évoque le serment collectif afin de rappeler ses collègues, les maîtres de corporations et les compagnons de métiers à leurs devoirs : « Je ne suis pas sûr de tous ceux qui se trouvent parmi nous. C'est pourquoi je vous rappelle à tous le serment que vous avez prêté au roi notre sire, à M. le *Landvogt*, aux conseillers et à moi⁷⁸. »

Parole sacrée prononcée au nom de la Trinité, le serment engage la personne de celui qui l'a prêté, qui se place ainsi sous le regard de Dieu et des hommes⁷⁹. Tout rappel au serment renvoie à cette double responsabilité. Il remémore les formules comminatoires présentes dans toutes les chartes

74. Ce qui est visé ici est un non respect par les nobles des engagements pris dans la lettre de réconciliation du duc d'Autriche. On devait abroger la constitution de 1360 pour revenir à la précédente qui leur était plus défavorable.

75. L'ordonnance du 11 mars 1360 fait 44,5 cm de large pour 28 cm de haut. Seule l'onciale est travaillée ; l'écriture est soignée. Le parchemin est pourvu des sceaux du *Landvogt*, des 8 nobles présents au Conseil et de la ville de Colmar. AMC, BB5, n° 1.

76. Le texte intègre ainsi un paragraphe qui revient sur la marche à suivre en cas d'interrègne (FINSTERWALDER, *op. cit.*, p. 143). L'*Obristmeister*, les maîtres de corporations et le Conseil en place doivent rester aux affaires et garder les pleins pouvoirs jusqu'à ce que la ville de Colmar ne se reconnaisse un nouveau roi des romains pour seigneur et ne lui fasse allégeance et obéissance.

77. AMC, BB6, n° 2 ; FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 143, p. 177.

78. MOSSMANN (Xavier), *Mémoire présenté au grand bailli d'Alsace sur une insurrection survenue en 1424*, Colmar, 1882, p. 16-17.

79. Voir *La parole sacrée : formes, fonctions, sens, XI^e-XV^e siècle, Colloque de Fanjeaux (47, 2011)*, Toulouse, Privat, 2013.

constitutionnelles colmariennes. De lourdes menaces pèsent sur celui qui brise ses engagements :

« Et si nous ne le faisons pas, que nous devenions parjures » (*Swa wir das niht tetin, das wir meineide werdin*)

« si nous devons y contrevenir que nous devenions parjures, déshonorés, sans foi ni loi devant tout homme » (*so verjehen wir, das wir meineide weren, und êlos, erlos und rehtlos gegen in werin vor allermenglichen*)⁸⁰.

Au parjure et au déshonneur s'ajoutaient des peines civiles. Celui qui ne se conformait pas à son serment s'exposait à une saisie de ses biens et à l'absence de protection légale. Punissable de bannissement, il ne devait pouvoir trouver asile ni à Colmar, ni dans d'autres villes impériales voisines, ni dans les terres relevant de l'empereur.

Rien d'étonnant donc qu'en 1424 les magistrats mis en cause concluent leur plaidoyer en rappelant une fois de plus l'existence du serment annuel :

« En cela et en beaucoup d'autres choses que l'on s'abstient de consigner dans ce mémoire, les rebelles ont gravement contrevenu au serment qu'ils prêtent annuellement et qui leur prescrit entre autres d'obéir au roi, au *Landvogt*, au *Schultheiss*, aux *Stettmestres* et aux conseillers, aux *Zunftmestres* et surtout à l'*Obristmestre* pour tout ce que ces officiers leur commandent de légitime, comme aussi de préserver la ville de tout dommage. S'ils s'étaient souvenus de cet engagement, il y en a plusieurs, nobles et roturiers, qui auraient pu éviter ce qui eut lieu »⁸¹.

Si le pouvoir en place pouvait rappeler leur serment annuel aux Colmariens, disposer d'un monopole absolu sur les pratiques et les lieux juratoires lui était plus difficile. Lors des émeutes de 1424, le cimetière fut d'emblée investi par les partis en conflit : l'*obristmeister* y rassembla autant que faire se pouvait les membres des corporations sous la bannière de la ville ; les contestataires s'y constituèrent en commune⁸². Ces derniers n'eurent ensuite de cesse de délivrer la population de son ancien serment pour y substituer un engagement juré vis-à-vis des communiers⁸³.

Le règlement de l'affaire de 1424 par le *Landvogt* inaugure une série d'ultimes retouches apportées au *Schwörtag* au cours des XV^e-XVI^e siècles.

Si le serment annuel d'obéissance aux autorités était un formidable outil d'affirmation et de coercition pour le Conseil et les premiers magistrats, il impliquait une réciprocité – protection et respect du bien de la Ville –, que

80. Extraits de la charte du 27 mai 1331.

81. MOSSMANN (Xavier), *Mémoire...*, op. cit., p. 25.

82. *Ibidem*, p. 18-19.

83. *Ibidem*, p. 20-21.

le *Landvogt* rappela fermement au Magistrat en 1424. Tout bénéficiaire du serment d'obéissance qu'il était, l'*Obristmestre* nouvellement élu devait jurer pour sa part, devant nobles, *zunfmestres* et communauté, de respecter les franchises et coutumes de la ville, et de ne contrevenir en rien aux libertés particulières des nobles.

Aux organisateurs du *Schwörtag* et récipiendaires des serments d'office, il fut par ailleurs rappelé qu'une pédagogie du serment s'imposait : aucun acte juratoire ne devait intervenir sans expliquer à la personne concernée son objet et son but. Enfin, on mit un terme à certaines imprécisions laissées par la Constitution de 1360, en définissant la nature des textes qui devaient servir de support au serment. C'était en l'occurrence le livre du Conseil qu'il fallait lire avant l'acte juratoire collectif, « pour que chacun sache comment se comporter »⁸⁴.

Au XV^e siècle, le *Schwörtag* colmarien avait donc rompu avec la commémoration d'un monument constitutionnel municipal que l'on avait ambitionné au milieu du XIV^e siècle ; il était devenu un moment d'éducation des foules, rappelant les normes fixées aux bourgeois et manants. Les ultimes aménagements qu'y apportèrent les élites gouvernantes colmariennes portèrent sur le calendrier. Alors qu'on avait l'habitude jusque-là de renouveler le Conseil à la Pentecôte, en 1447, le Conseil juge soudain ce rituel inapproprié pour un jour saint. L'élection est donc avancée au dimanche précédant la pentecôte, ce qui prive les serments d'une double référence directe à la Trinité⁸⁵. Une nouvelle modification de calendrier intervient en 1521 à l'occasion de la dernière grande réforme constitutionnelle de la ville. À la demande du Magistrat, le *Landvogt* entérine une réduction à 10 du nombre des corporations et à 24 des membres du Conseil (dont 4 nobles). Dans le même temps, sans plus de justifications, le jour de renouvellement du Conseil passe au

84. MOSSMANN (Xavier), *Recherches sur la constitution de la commune...*, op. cit., p. 91 et s.

85. « Anno domini MCCCC quadragesimo septimo sabbatho ante festo corporis Christi. Als bisher gewonlich gewesen ist, jars die rete zu setzen uff den heyligen pfingstag und aber langt zit vil da von gerett und gemeint ist, daz sich söllich Rets setzen uff ein sentlich würdig hochgeziyt und heyl tag nit gebure, dann andächt und gotzdienst dadurch gehindert und gestört werde, darumb Got dem heyligen geist, des hochgeziyt es ist, und es die dritte persona in der heyligen dreivalteichheit ist ze lobe und ze eren und uns furderunge gotzdienst, so habent meister, Rat und zunfftmeistere gesatzet, und uff den eyde bekannt, einbellecliche, daz man nu furmer ze alligen zijten jars rete setzen und machen sol uff den sonnentag Exaudi, daz ist nemlich der sonnentag vor dem heiligen pfingstag. Es were dann ob de irrung dar in viele, ob der lantvogt oder sin bottschafft dorby uff die zijt nit komen mochte oder sust ehafte not zu viele oder geschefde daz es sich uff die zijt nit schickte, so sol es doch darnach, so erst daz bekomenlich sin mag bestbeen als daz es nit uff den pfingstag beshee, actum ut supra » (3 juin 1447). FINSTERWALDER, op. cit., p. 319.

dimanche après la Saint-Laurent (10 août)⁸⁶ : « Et l'on doit aussi jurer annuellement partout dans la ville de Colmar le dimanche qui suit le jour de la Saint-Laurent, en énonçant le serment d'observer toutes les choses susdites, à la condition que tous les documents [...] que la ville de Colmar tient dans ses mains, existent et demeurent toujours... »⁸⁷.

Il aura donc fallu attendre les années 1360 pour que s'installe à Colmar un jour annuel du serment, une cérémonie qui devait à l'empereur et à son *Landvogt* au même titre qu'aux Colmariens eux-mêmes, ce dans des proportions respectives qu'il resterait à préciser⁸⁸. L'absence de fidélité à une date, le glissement successif de l'épiphanie aux temps de Pentecôte, puis à la Saint-Laurent, montre que la cérémonie ne commémorait en rien un ancien serment collectif « identitaire » ; elle resta en revanche fidèle à un lieu « originel » de polarisation sociale, le cimetière jouxtant l'église Saint-Martin.

Les serments prêtés en Conseil par les nouveaux élus, ou encore les statuts jurés par les conseillers avant promulgation semblent avoir participé à la maturation des *Schwörtage*. Mais le passage à une cérémonie publique, au vu et au su de la population urbaine, et avec sa participation, attendit au fond l'établissement d'une constitution favorable aux corporations. Cela invite à ne pas considérer le *Schwörtag*, au moins dans ses principes initiaux, comme un simple outil de « disciplinarisation » du Commun, mais bien à tenir compte de la réciprocité des engagements entre gouvernants et gouvernés⁸⁹.

Malgré l'existence de *Schwörtage* liés aux processus d'élection, Colmar n'a finalement pas connu au bas Moyen Âge de *Schwörbriefe* comparables à celles de Strasbourg. Il y eut certes des chartes majeures, induisant des changements constitutionnels, jurées par le Magistrat et la communauté. L'on se soucia cependant avant tout d'y faire souscrire les membres des

86. AMC, BB9, n° 1 à 3. Ici, n° 3. Le document prescrit en détail les modalités d'élection des différents membres du Magistrat. Il précise aussi les mesures de réunion d'urgence de la milice, sous l'égide suprême de l'*Obristmeister*, de même que la marche à suivre pendant les interrègnes. « *Undt als man bisher gestulpet hat uff den sontag den heiligen pfingstag einen Rath und zunftmeistere geordnende und gesegende, hab ich aus warhafftenn ursachen die selbig Ratssatzung und ordnung verandert, hab ich aus warhafftenn ursachen alle jar jährlichenn allwegen uff sontag den nechsten nach sant Lorenzen des heiligen leviten tag furgenemen und beschehen solle...* ». Cf. FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 200, p. 253, 9 août 1521. La date prescrite pour les élections et le *Schwörtag* est à peu de choses près la date anniversaire de cette nouvelle Constitution. Ainsi placé, le serment collectif annuel, qui rappelle les bourgeois à leurs devoirs, vient précéder de quelques jours les opérations de répartition de la taille (de l'assomption à la fête de la nativité de la Vierge).

87. *Ibidem*, p. 256.

88. Ce qu'il paraît possible de faire en menant la comparaison avec d'autres villes impériales comme Sélestat et Haguenau.

89. Ce qu'indique le rappel à l'ordre vécu par les élites dirigeantes en 1424.

sociétés nobiliaires. Et aucune charte ne fut brandie telle une relique comme l'objet du serment, au point que dès le XV^e siècle le livre rouge du Conseil vint se substituer aux textes constitutionnels.

Approches protocolaires du serment civique collectif

L'histoire des *Schwörtage* colmariens, tardive à l'échelle des siècles médiévaux, se précise au XV^e siècle. À compter de la fin du siècle, les prestations de serment collectif annuel font l'objet d'un enregistrement plus systématique. Elles sont évoquées, avec les serments prêtés par les officiers et employés de la ville, dans des livres de serments (*Eidbücher*)⁹⁰. Peut-être peut-on voir dans ces livres remplis de serments *ad status* cette pédagogie du serment qui avait été demandée au Conseil quelques décennies plus tôt.

Le premier *Eidbuch*, probablement composé dans les années 1480, comporte parmi ses premières pages le « serment que les membres de la communauté de Colmar jurent annuellement lorsque l'on établit le nouveau Conseil » :

« Tel est le serment que les membres de la communauté de Colmar jurent annuellement lorsque l'on établit le nouveau Conseil.

Vous devez jurer d'être obéissants envers notre très gracieux sire le seigneur N., roi des Romains, notre seigneur le *Landvogt*, le *Schultheiss*, les quatre *Stettmestres*, le Conseil, vos maîtres de corporations et notamment envers le *Obristmestre*⁹¹, en toute chose bonne et légitime, et de préserver la ville de tout dommage si vous en aviez connaissance. Et si un feu ou une émeute éclatait, vous devez jurer d'aller chacun vers son maître de corporation, puis avec le maître de corporation d'aller vers le *Stettmestre* auprès duquel il doit aller comme on le lui précisera alors. Et le *Stettmestre* doit alors aller sans faute, avec les maîtres de corporation qui l'ont ainsi rejoint, auprès de l'*Oberstenmeister* afin de l'aider et de lui obéir.

Vous devez jurer d'empêcher tout trouble de l'ordre public (*Unfuge*), d'observer tous les documents (*briefe*) que la ville a en sa possession, de protéger les curés et les juifs, d'être obéissants envers les maîtres (*Meister*) et envers le Conseil. Si notre seigneur le Roi des Romains décédait, que Dieu nous en préserve longtemps, ceux qui sont alors *stettmestres*, conseillers ou maîtres de corporations doivent rester au pouvoir jusqu'à ce que la ville ait prêté allégeance à un nouveau roi et

90. Voir BUCHHOLZER-REMY (Laurence), RICHARD (Olivier), « Die städtischen Eidbücher im spätmittelalterlichen Elsass. Erste Erschließung der Quellen », dans BUCHHOLZER-REMY (Laurence), VON HEUSINGER (Sabine), HIRBODIAN (Sigrid), RICHARD (Olivier), ZOTZ (Thomas) (Hg.), *Neue Forschungen zur elsässischen Geschichte im Mittelalter*, Fribourg en Brisgau, Verlag Karl Alber, 2012, p. 177-196.

91. Cette insistance sur l'*Obristmestre* semble prendre acte d'un mandement royal du 15 août 1361. Voir FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 120, p. 147.

vous devez aussi leur être obéissants sur la base des serments, comme cela nous a été jadis prescrit.

Tout homme qui a plus de 14 ans doit prêter serment, sans quoi il n'aura pas de droit à Colmar et on ne doit pas lui porter aide. De plus sur la base de ce même serment, que personne ne serve dans aucune expédition armée (*Reise*) ni à cheval, ni à pied, sans avoir reçu le congé ou l'accord du maître et du Conseil de Colmar. Si l'un d'entre vous partait de la ville, que ce soit brièvement ou longtemps, et s'il avait quelque revendication ou réclamation envers les nôtres pour des affaires qui auraient eu lieu pendant qu'il était résident ou habitant ici, qu'il prenne et donne pour cela justice devant le Conseil ou les tribunaux ici à Colmar, à l'exclusion de tout autre lieu. Et si quelqu'un veut déménager, il doit résilier auparavant son droit de bourgeoisie ou le droit qu'il a ici, devant le Conseil en séance publique, oralement, en personne, et ceci avant qu'il ne s'engage ou contracte quelque part ailleurs, tout ceci sans dommage. »⁹²

Hétérogène dans sa composition comme dans son style⁹³, le texte emprunte aux actes constitutionnels du temps de Charles IV (attitude à tenir en cas d'interrègne, devoir d'obéissance...). Mais il intègre aussi des statuts relatifs au droit de bourgeoisie, à la lutte contre l'incendie, aux procédures judiciaires, issus quant à eux des livres du Conseil. Les termes du serment civique⁹⁴ évoluent peu à partir de la fin du XV^e siècle, puisque la même trame revient dans les *Eidbücher* suivants⁹⁵, datés du XVI^e et du XVII^e siècle⁹⁶. Les rares modifications enregistrées témoignent d'évolutions historiques. Alors que la population jurait de protéger les clercs séculiers (*pfaffen*) et les juifs selon le texte du premier livre de serment, une autre version, sans doute du début du XVI^e siècle, remplace « les juifs » par les « établissements religieux et les clercs séculiers qui sont obéissants envers les *Stettmestres* et le Conseil ». Dans l'intervalle, la communauté juive colmarienne a été expulsée sur ordre de l'empereur Maximilien (1507)⁹⁷ et le Conseil a accru sa capacité de contrôle sur les établissements

92. AMC, BB51, n° 1.

93. On remarquera par exemple que le texte commence par une adresse au public présent : « vous devez jurer », mais qu'il comporte aussi, surtout sur la fin, des tournures impersonnelles : « que personne ne serve... ».

94. Au moins, en ce qui concerne la norme écrite.

95. AMC, BB11, n° 1 à 6, qui correspondent à des formules de serments allant du tournant du XVI^e siècle au XVII^e siècle. Le second livre du Conseil, AMC, BB44, comporte lui aussi de nombreuses copies de serments, dans les 100 premières pages. Cela est à mettre en lien avec son utilisation lors des *Schwörtage*. Il a probablement servi de document préparatoire (*Vorschrift*) à l'établissement du premier *Eidbuch*.

96. Voir en annexe une traduction en langue française de ce même serment, élaborée vers 1650.

97. La présence de Juifs est attestée à Colmar depuis le XIII^e siècle. Ils sont touchés par la persécution de 1349, puis à nouveau admis parmi les bourgeois en 1352. La communauté bénéficie d'une certaine protection par la suite, ce qu'indique l'obligation de sauvegarde faite à tout résident colmarien. Ceci jusqu'en 1507.

religieux de la ville. Le texte ainsi reformulé traverse la période de réforme. Il est inchangé dans l'*Eidbuch* n° 3.

Outre la teneur du texte prononcé par la population colmarienne lors des *Schwörtag*, les livres de serment offrent des perspectives inédites sur le déroulement du cérémonial. Des dispositions protocolaires sont en effet mentionnées dans les livres 2 et 3. Elles permettent de replacer le serment communautaire dans l'ensemble du rituel d'élection (entre 1447 et 1521 pour l'*Eidbuch* 2, après 1521 pour l'*Eidbuch* 3).

L'historiographie insiste généralement sur le rapport d'autorité qui se joue pendant le jour du serment entre les élites dirigeantes et la communauté. L'un des enjeux du rituel serait non seulement la légitimation des gouvernants, mais encore la « disciplinarisation » des bourgeois, réduits au rang de spectateurs obéissants pendant et après la cérémonie⁹⁸. Colmar ne fait pas exception à cette pédagogie disciplinaire. Le serment annuel est une occasion de plus d'inculquer à la population le devoir d'obéissance. Un devoir qui commence lors du rassemblement même, puisqu'on intime à la foule d'écouter attentivement.

Au bas Moyen Âge, le Magistrat a affirmé sa présence aux abords du lieu de serment collectif qu'était l'ancien cimetière Saint-Martin. Le premier hôtel de ville fut construit aux environs au cours du XIV^e siècle ; il comportait une tribune publique extérieure, qui surplombait la place/cimetière⁹⁹. De là étaient proclamés les noms des parjures et des gens déshonorés, là se situait la scène principale du *Schwörtag*, sur laquelle prenaient place au début du XVI^e siècle le *Landvogt*, l'*Obristmestre*, les trois autres *Stettmestres*, et le secrétaire du Conseil. Le jour du serment, le cœur du pouvoir exécutif municipal se plaçait donc juste sous le ciel, au-dessus de ses sujets colmariens, en bon gardien de la communauté des vivants et des morts.

Le *Schwörtag* colmarien ne se réduisait cependant pas aux relations symboliques entre autorités municipales et sujets urbains. Un troisième homme prenait place dans le jeu : le *Landvogt*, chargé de recueillir dans le même temps l'obéissance des Colmariens envers l'empereur. Or, il est manifeste qu'à Colmar, il n'y avait pas de *Schwörtag* sans *Landvogt*. Son rôle éminent dans la cérémonie nous ramène aux prescriptions de

98. Cf. communication d'Olivier RICHARD « Le citoyen assermenté. Le serment comme instrument d'encadrement de la population urbaine, XV^e-XVI^e siècle (Bâle, Berne, Lucerne, Zurich) », colloque « Ordre social et discipline morale dans les villes de l'espace suisse (XIV^e-XVIII^e siècle) », Université de Genève, janvier 2013.

99. Voir SCHERLEN (Auguste), *Topographie...*, *op. cit.*, Ce premier hôtel de ville devint le Corps de Garde au XVI^e siècle. Il jouxtait la chapelle d'un ossuaire dédiée à Saint-Jacques. À titre de comparaison, voir les réflexions de Antje DIENER-STAECKLING, *Der Himmel über dem Rat. Zur Symbolik der Ratswahl in mitteldeutschen Städten*, Halle an der Saale, 2007.

Charles IV en 1358, que les textes ultérieurs ne semblent donc pas avoir aboli malgré leur silence sur ce point.

Certes, aux temps troublés de la présence bourguignonne en Alsace (1469-1477), le Conseil crut pouvoir se passer d'un renouvellement annuel de ses membres et de la visite systématique du *Landvogt*. Mais en 1478, Frédéric III entérine une procédure exceptionnelle de renouvellement des sièges au Conseil. Il en profite pour rappeler le lien indéfectible qui unit l'élection des conseillers et le serment de la ville envers le *landvogt*¹⁰⁰. Le souverain lui-même n'était pas prêt à renoncer au *Schwörtag*¹⁰¹.

Certes l'apparition au cours du XIV^e siècle d'un office d'*Obristmestre*¹⁰² traduit une légère émancipation de Colmar à l'égard des instances impériales. Cette émancipation s'exprime dans le rituel électif : C'est par l'élection de l'*Obristmestre*, le vendredi qui précède le dimanche avant la Pentecôte, que s'enclenche le cérémonial¹⁰³. L'*Obristmestre* est le premier à prononcer un serment, puis il joue un rôle majeur dans l'élection de l'ensemble du Conseil.

Tout cela se déroule néanmoins sous l'œil du *Landvogt* : l'identité de l'*Obristmestre* n'est révélée que le jour de l'arrivée du représentant impérial ; l'élection se produit en sa présence ; c'est lui qui intronise l'*Obristmestre* en chaire ; c'est lui qu'on honore comme il se doit par des repas, des offrandes, et autres défraiements. « Sans son aide », comme le précisent les textes, l'élection et le jour du serment ne sauraient avoir cours.

Il y eut sans doute des moments où Colmar chercha à se passer du *Landvogt*, comme en témoignent les rappels à l'ordre lancés par le souverain en 1478-1479. Cependant il ne faisait nul doute, pour l'empereur comme pour les Colmariens, que le *Landvogt* était et restait la clé de voûte de l'assemblage politique local, partant, des *Schwörtage*¹⁰⁴. Le fait semble

100. FINSTERWALDER, *op. cit.*, n° 190, p. 236. Le 12 décembre 1479, il rappelle aussi la nécessité de prestation de serment au *Landvogt*, expression du devoir de fidélité et d'obéissance envers l'empereur. *Ibidem*, n° 191, p. 237.

101. Cela fait de Colmar un point d'appui stratégique pour le souverain. Il faudra voir si la même attention est portée par l'empereur au *Schwörtag* de Haguenau.

102. Voir LICHTLÉ (Francis), « Colmar », *DHIA*, *op. cit.*, p. 388.

103. Propos fondés sur le 2^e *Eidbuch*, qui dépeignent donc la situation existant entre 1447 et 1521. L'*Obristmeister* et les 20 maîtres de corporations se rendent à la *Waagkeller*. Une fois qu'ils sont rassemblés, l'*Obristmeister* avertit les 20 maîtres de corporation de l'ancienne coutume et de la raison pour laquelle ils se trouvent là. L'*Obristmeister* les fait ensuite jurer un serment tous ensemble et chacun en particulier avec les doigts levés devant Dieu et les saints. Ils s'engagent à élire un *Obristmeister* vertueux, qui travaille à l'honneur et à l'intérêt de la ville. Ils ne doivent être guidés en cela ni par l'amitié, ni par l'inimitié, ni par la faveur, ni par la peur, ni par l'envie, ni par la haine, ni par des gages, ni par des dons, mais doivent choisir en conscience, du mieux qu'ils s'y entendent.

104. En cas de discordance lors de l'élection de l'*Obristmeister*, c'est le *Landvogt* qui a le pouvoir de nommer la personne idoine.

encore réaffirmé au XVI^e siècle, après la réforme constitutionnelle de 1521, si l'on en juge par les lettres annuelles systématiquement adressées à la *Landvogtei* de Haguenau pour préparer le renouvellement du Conseil¹⁰⁵. Loin d'exprimer la vitalité de la vie interne colmarienne ou la seule instauration d'une *Obrigkei*t locale, le *Schwörtag* se déroule à Colmar dans une dépendance systématique, vite routinière, à l'égard du représentant impérial. La réitération d'un même texte, la fixation du cérémonial et le courrier annuel au *Landvogt* en attestent, tout au long des XVI^e-XVII^e siècles jusqu'au passage de Colmar à la France¹⁰⁶.

Ce monopole du serment collectif entre les mains du Conseil et de son « aide » éminent connut tout juste quelques accrocs. En 1525, le foyer séditieux des « évangélistes » contraignit l'*Obristmeister* et les *stettmeister* à des mesures d'exception. Après la formation d'un comité de Salut Public, l'exécutif se risqua à convoquer la population hors du cadre habituel des *Schwörtag*e pour restaurer l'unité civile perdue. Le 28 avril, un serment collectif solennel vint rappeler le seul cadre licite du serment collectif : « À l'avenir, les rassemblements, les séditions, les conjurations et les ligues, que ce soit dans les poêles de tribus, dans les maisons ou ailleurs, prendront fin et ne seront tolérés d'aucune façon, sous peine de privation de corps et de biens »¹⁰⁷. Seul le serment annuel de la Saint-Laurent, au cimetière, avait lieu d'exister.

Comme Strasbourg, Colmar eut donc bien ses jours du serment. Leur attestation, dans la seconde moitié du XIV^e siècle, paraît fort tardive au regard des premières attestations d'une communauté bourgeoise (années 1230). Les *Schwörtag*e colmariens procèdent davantage des pratiques juratoires qui accompagnaient les décisions législatives du Conseil et d'un encadrement renforcé du droit de bourgeoisie que d'un serment originel de commune. Instaurés sous la tutelle impériale et dans un contexte d'affirmation politique des corporations, les serments collectifs colmariens empruntent au modèle de l'alliance (*Bündniss*) et furent d'abord pensés comme des instruments de paix en période de troubles.

Ces serments collectifs civiques s'appuyèrent sur des écrits constitutionnels parfois si prompts à se succéder qu'ils n'eurent pas le temps d'acquérir une dimension publique et solennelle. D'une façon générale, le pouvoir colmarien sembla s'attacher davantage au contenu

105. AMC, BB10, n° 1 à 45 (1523-1626). On peut constater que quelques cérémonies ont dû être décalées en raison d'un empêchement du *Landvogt*.

106. Le rassemblement de la population sur la place est aboli en 1673, ce qui met donc un terme au *Schwörtag*. Voir SCHERLEN (Auguste), *Topographie...*, op. cit.

107. Cité par Georges BISCHOFF, *La guerre des Paysans. L'Alsace et la révolution du Bundschuh (1493-1525)*, p. 143-144.

– des prescriptions fort brèves au regard des textes strasbourgeois – qu’à la forme, recourant au livre du Conseil, mais aussi à des copies du texte sur feuilles volantes pour les besoins de la cérémonie. Surtout le Magistrat n’eût jamais complètement la main mise sur le processus et la date des jours jurés. On garde en mémoire dans la ville que ces prestations de serments lui « ont été prescrites » (par le seigneur et roi) et que la cérémonie ne pouvait se faire sans l’aide du *Landvogt*. Preuve qu’en ville d’empire, la liberté ne fut pas toujours si grande que le chantèrent Machiavel ou Eneas Silvius. Les Colmariens avaient cependant pour eux la maîtrise du lieu. Ils restèrent d’une fidélité exemplaire à leur *Schwörort*, bien après l’abolition des jours du serment. Le 12 avril 1790, comme leurs ancêtres, c’est sur la place de la cathédrale, sur les décombres de l’ancien cimetière, que les Colmariens firent serment de fidélité à la nouvelle constitution¹⁰⁸.

108. Voir SCHERLEN (Auguste), *Topographie...*, *op. cit.*, p. 246-248.

Annexe

Traduction française du serment collectif colmarien, 1650

« Formule du serment des bourgeois de Colmar, traduit de l'allemand en français.

Vous devez jurer d'estre obeissants au Prévost, aux bourguemestres, au Senat et aux-preposez des Tribus, et principalement au premier Maistre, en toutes les choses justes et raisonnables, et advertir la ville de tout dommage que vous sçaurez et dont vous vous en appercevrez, et en cas qu'un incendie arriveroit, et que l'on sonneroit le tocsain, que chacun se doit rendre au lieu qui luy est ordonné, et nommement les Bourgmestres avec les personnes, qui les sont venu joindre, aller trouver incessamment le premier Maistre, et courrir sur la place pour y prester toute obeÿssance et aide, empecher les desordres, de garder les lettres de privileges, que la ville possede, proteger les monasteres et prestres qui sont obeissans au Magistrat et Senat, Et tous ceux qui ont passé quatorze ans, doivent prester ce serment, ou ils n'auront point de droit à Colmar, qui leur sera deniè, En outre il est prohibé en vertu dudit serment à chacun, de ne point s'engager en service de guerre, soit à cheval ou à pied, sans prescience et consentement du Magistrat de Colmar, Et quand quelqu'un de vous voudra des âpresent ou à l'avenir se retirer de la ville et qu'il auroit aucunes plaintes et pretensions à faire contre les nostres, pour des choses contractees pendant le temps de son domicile et sejour qu'il à fait icy, il en doit prendre et donner droit devant le Senat et le Tribunal d'icy et point en autre lieu ; Et quand quelqu'un voudra transferer son domicile ailleurs, il doit

verso

resigner son droit de bourgeoisie et autres droits, qu'il pourroit avoir icy, publiquement devant le Senat avec son propre Corps et bouche, avant que de s'engager ou obliger ailleurs.... Tout cecy de bonne fois et sans fraude ... »¹⁰⁹

109. AMC, BB11, 4b (1650).

Résumé

Schwörtage sans Schwörbriefe ?

Le serment collectif à Colmar (XIII^e siècle - époque moderne)

Colmar compte parmi les villes connues pour pratiquer, au tournant du XVI^e siècle, un jour juratoire (Schwörtag) : la population assemblée et le Magistrat y échangent des serments, garants de l'ordre civique et du Bien de la Ville. Cet article se propose d'en explorer la genèse et le devenir. S'agissait-il de réitérer un ancien serment communal, qui aurait présidé aux origines mêmes de la communauté urbaine? Voulait-on, comme à Strasbourg, entériner et faire respecter un document constitutionnel présenté solennellement aux yeux de tous? À l'examen, le cas colmarien présente des traits particuliers tels l'attachement à un lieu du serment ou la part importante jouée par la représentation impériale dans l'apparition, puis l'itération du serment civique.

Zusammenfassung

Schwörtage ohne Schwörbriefe?

Der kollektive Schwur zu Colmar (XIII. Jh.- Beginn der époque moderne)

Colmar ist eine der Städte, die bis zum Beginn des XVI. Jahrhunderts einen Schwörtag abhielten: Die versammelten Bürger und der Magistrat der Stadt schwuren sich gegenseitig, die öffentliche Ordnung und das Wohl der Stadt zu garantieren. Der Autor des vorliegenden Artikels versucht aufzuzeigen, wie es zu dem Schwörtag kam und wie er sich fortentwickelt hat. Hat man einen ehemaligen städtischen Schwur wiederbelebt, der schon von Anfang an in den Städten abgelegt worden ist? Wollte man wie in Strasbourg ein Dokument der Verfassung bestätigen, das feierlich der Öffentlichkeit präsentiert worden ist? Eine gründliche Untersuchung entdeckt eine Reihe von Besonderheiten, die es nur in Colmar gegeben hat. Einige Beispiele: Der Schwur fand immer am selben Ort statt. Die Vertreter des Kaisers spielten eine bedeutende Rolle und waren auffallend zahlreich. Und schließlich das wiederholte Zitieren des öffentlichen Schwurs.

Summary

Oath days without oath taking writs? Popular oath in Colmar between the 13th century and modern times

Colmar is known for organising oath days at the turn of the 16th century: the whole population and the magistrate would take an oath that would guarantee civic order and the general welfare of the city. This article intends to look into its origin and evolution. Was it meant to reassert a former city oath that would have been a founding document of the urban community? Or was it supposed – like in Strasbourg – to confirm and enforce a constitutional document formally submitted to the whole population? On second thought the example of Colmar offers characteristics such as the attachment to the place where the oath has been taken or the essential role played by the representation of the Emperor in the original and repeated civic oath.